



Le 1^{er} juin 2010

Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

À la recherche de la nouvelle croissance

2, 3 et 4 juillet 2010



Vendredi 2 juillet : Faculté de Droit et de Science Politique, Université Paul Cézanne, 3, avenue Robert Schuman

Nouvelle croissance : perspectives à long terme

14h Accueil : Jean-Hervé LORENZI (Président du Cercle des économistes)

14h15 - 14h45 : Ouverture : Luc BESSON (EuropaCorp) interrogé par Frédéric TADDÉI (France 3)

14h45 - 16h00 : Session inaugurale

La croissance au cours des deux derniers siècles, ruptures ou continuité ?

L'histoire économique est riche en réflexions et débats sur l'évolution de l'économie mondiale depuis la première révolution industrielle. Se sont opposés les économistes considérant que la structure fondamentale de l'économie était le fonctionnement des marchés et ceux qui appréhendaient cette période comme une succession de régimes de croissance. Cette introduction examinera ces perspectives d'avenir à travers les leçons de l'histoire.

- **Christian de BOISSIEU** (Le Cercle des économistes)
- **Alain JUPPÉ** (ancien Premier ministre)
- **Maurice LÉVY-LEBOYER** (Historien)
- **Helmut SCHMIDT** (ancien Chancelier d'Allemagne)
- **Hubert VEDRINE** (ancien Ministre des Affaires étrangères)

Journaliste modérateur : **Christian MENANTEAU** (RTL)

16h00 - 17h30 : Session 1

Les années à venir, croissance ou décroissance

Les années à venir vont probablement accentuer la différence entre le potentiel de croissance des pays riches, limités par de fortes rigidités, et les pays émergents marqués par une frénésie de croissance et de création de richesses. Cette problématique suscite de nombreuses questions sur les limites de la croissance globale : effets du réchauffement climatique, notamment dans les pays les plus pauvres, croissance probable des inégalités, bouleversement des équilibres politiques du fait de la croissance démographique inégale. Par ailleurs, une question se pose sur la qualité d'une nouvelle croissance dans les pays riches. Croissance verte ? Risque d'apparition d'une bulle verte.

Introduction : **Lord MANDELSON** (former Secretary of state for Business, Innovation and Skills, Royaume Uni)*

Intervenants :

- **José María FIGUERES** (ancien Président de la République du Costa Rica)
- **Anne LAUVERGEON** (Areva)
- **Philippe MELLIER** (Alstom)
- **Gilles MICHEL** (Fonds stratégique d'investissement)
- **Guillermo ORTIZ MARTINEZ** (ancien Gouverneur de la Banque Centrale du Mexique)
- **Rodrigo de RATO FIGAREDO** (Caja Madrid)
- **Laura TYSON** (Berkeley)

Coordination : **Jean-Marie CHEVALIER** (Le Cercle des économistes) / Journaliste modérateur : **Nicolas PIERRON** (Radio Classique)

17h30 - 19h00 : Session 2

Les années à venir, conflits ou coopérations ?

Après 20 ans de mondialisation, la rareté des ressources, la crise, le retour des États comme acteurs déterminants, la tentation du patriotisme économique, tout cela peut introduire des facteurs de tension dans les relations internationales. Rien, pourtant, ne serait pire que de renoncer aux bénéfices d'une économie ouverte : comment, dans le prolongement de ce qu'a amorcé le G20, développer les mécanismes de coopération qui maximiseront les chances de retour à une croissance durable ?

Introduction : **Roberto LAVAGNA** (Ancien Ministre de l'Economie d'Argentine)

Intervenants :

- **Stephen BREYER** (Cour Suprême des États-Unis)
- **Amy CHUA** (Yale Law School)
- **Lady JUDGE** (United Kingdom Atomic Energy Authority)
- **Christophe de MARGERIE** (Total)
- **Gérard MESTRALLET** (GDF Suez)
- **Yukio OKAMOTO** (Okamoto Associates, Inc.)

Coordination : **Jacques MISTRAL** avec la contribution de **Jean-Dominique LAFAY** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Hedwige CHEVRILLON** (BFM Radio)

Samedi 3 juillet (Matin)

Les Défis d'une nouvelle croissance

8h30 - 9h15 amph Bruno Etienne (La Chapelle) à l'IEP, 25 rue Gaston de Saporta

La nouvelle croissance

Présentation des conclusions du vendredi : **Philippe TRAINAR** (Le Cercle des économistes)

Passage d'une vision historique et macroéconomique aux défis à venir d'une nouvelle croissance :

- **Jacques ATTALI** (PlaNet Finance) interrogé par **Gilles LECLERC** (Public Sénat)

9h15 - 10h45

Session 3 amph Bruno Etienne (La Chapelle) à l'IEP 25, rue Gaston de Saporta

L'Europe est-elle condamnée à la stagnation ?

Lors du Conseil européen de Lisbonne (mars 2000), les chefs d'État ou de gouvernement ont lancé une stratégie dite « de Lisbonne » dans le but de faire de l'Union européenne (UE) « l'économie la plus compétitive au monde » et de parvenir au plein emploi avant 2010. Face à des résultats décevants, le Conseil européen de mars 2005 a révisé la stratégie en la recentrant sur deux objectifs : croissance et emploi. Hélas, en 2008, le PIB par habitant de l'UE27 était encore 33% en-dessous du niveau américain (en parité de pouvoir d'achat), et le taux de chômage était de 7% de la population active, contre 5,8% aux États-Unis. Entre 1999 et 2008, la croissance de la zone euro a été inférieure au rythme américain de 0,6 point de pourcentage par an. Quant aux pays hors zone euro (Royaume-Uni, États baltes...), la crise a montré la non-soutenabilité de leurs modèles de croissance.

Au printemps 2010, le Conseil européen devrait prendre une décision sur l'avenir de la stratégie de Lisbonne. La nouvelle stratégie de croissance en Europe devra tenir compte de la forte dégradation des finances publiques en Europe durant la crise : comment conduire les dépenses de recherche à 3% du PIB dans un contexte de réduction des dépenses publiques ? Comment relever la pression fiscale sans peser sur le potentiel de croissance ? Comment financer la poursuite du rattrapage dans les nouveaux États membres sans créer de nouveaux déséquilibres ? Finalement, n'est-ce pas tout le modèle d'intégration européen - un marché intérieur, une monnaie unique mais pas de budget fédéral, pas de coordination fiscale - qui est remis en cause non-seulement par la crise, mais aussi par la difficulté à mettre en œuvre la stratégie de Lisbonne ?

Introduction :

Tommaso PADOA SCHIOPPA

(ancien Ministre des finances italien, Président de Notre Europe)

Intervenants :

- **Marek DABROWSKI**
(Center for Social and Economic Research in Warsaw)
- **Michael DAUDERSTÄDT** (Fondation Friedrich Ebert)
- **Loraine DONNEDIEU DE VABRES** (JeantetAssociés)
- **Louis GALLOIS** (EADS)
- **Philippe HERZOG** (Confrontations Europe)
- **John KAY** (Financial Times)
- **Bart SAMYN** (Fédération Européenne des métallurgistes)

Coordination : **Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Jean-Marc VITTORI** (Les Echos)

*A confirmer

Session 4 amph « Zyromski » Hôtel M. d'Oppède, 23 rue G. de Saporta

Institutions, confiance et croissance

La crise de 2007-2009 remet en questions toutes les certitudes que l'on pouvait avoir sur le lien entre bonnes institutions, bonne gouvernance et croissance, puisqu'elle est partie des pays où les institutions sont réputées comme les plus développées et les plus stables. En outre, les succès remportés par des pays comme la Chine en termes de croissance économique et de réduction de la pauvreté amènent à affiner notre compréhension des caractéristiques des institutions et de la gouvernance qui s'avèrent propices au développement. La Commission sur la Croissance et le Développement présidée par le prix Nobel Michael Spence a mis en avant le rôle du « leadership » comme l'un des traits communs de toutes les expériences de croissance forte et durable analysées par la Commission.

Quels éclairages l'économie, l'histoire, les sciences sociales et politiques et l'expérience des décideurs peuvent-elles apporter pour une meilleure compréhension des liens entre institutions et croissance ? Comment les institutions et le « leadership » émergent-ils ? Est-il possible d'identifier des caractéristiques systématiques des institutions qui seraient plus favorables à la croissance et au développement ? Peut-on, doit-on chercher à mesurer les institutions et comment ? Dans les pays en développement, de quels instruments la politique publique dispose-t-elle pour orienter le développement institutionnel dans un sens favorable à la croissance et au développement ? Quel peut être dans ce cadre le rôle des bailleurs de fonds ?

Introduction :

Philippe AGHION (Harvard)

Intervenants :

- **Kemal DERSIS** (Ancien administrateur du programme PNUD)
- **Sidi Mohamed OULD BOUBACAR**
(former Prime Minister of Mauritania)
- **Moisés NAÏM** (Foreign Policy)
- **Bo ROTHSTEIN** (Université de Göteborg)
- **Yazid SABEG**
(Commissaire à la Diversité et à l'égalité des chances)
- **Juan TEMISTOCLES MONTAS** (Ministre de l'Economie de la République Dominicaine)
- **Georges TERRIER** (Davis Polk & Wardwell)
- **Lionel ZINSOU** (Pai Partners)

Coordination : **Pierre JACQUET** avec la contribution de

Jean-Paul POLLIN (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Dominique ROUSSET** (France Culture)

Samedi 3 juillet (Matin / Suite)

Les Défis d'une nouvelle croissance

10h45 - 12h30

Session 5 amphi Bruno Etienne (La Chapelle) à l'IEP, 25 rue Gaston de Saporta

Les pays développés peuvent-ils rester leaders de l'innovation ?

La crise remettra-t-elle en cause la prééminence des pays du Nord en matière d'innovation? En réalité, la question n'est pas nouvelle. Certains pays du Sud ont déjà une forte capacité en matière de chercheurs, d'universités, et encore plus d'ingénieurs et engagent des dépenses de R&D élevées en termes absolus. Ainsi par exemple, 40% des étudiants dans le monde sont en Asie (25% en Europe, 24% en Amérique). De même la Chine a doublé ses dépenses de R&D en 5 ans et rejoint le niveau du Japon en termes absolus.

Mais à ce jour, les États-Unis ont réussi à préserver leur position de frontière technologique en articulant un modèle original combinant forte attractivité pour les chercheurs et laboratoires de pointe (environnement scientifique), capacité à lever des fonds pour des projets risqués (business angels), financement public (marchés d'armement par exemple).

Cette prééminence des États-Unis n'a pas été remise en cause par la nouvelle vague technologique (bio-tech) bien au contraire. De même, la part croissante des brevets déposés dans le monde (plus de 7% aujourd'hui des brevets déposés dans le monde) et plus généralement l'internationalisation croissante des activités de R&D n'ont pas empêché les balances technologiques des États-Unis, du Japon et même de l'Europe de s'améliorer dans la dernière décennie.

L'objet de cette session est de comprendre – au-delà de ces évidences partielles - si un rattrapage inéluctable est désormais engagé, ou si la combinaison des stratégies globales des firmes du Nord et de l'extension de la propriété intellectuelle à de nouveaux champs sont de nature à pérenniser les positions acquises.

Introduction :

Robert KOOPMAN (United States International Trade Commission)

Intervenants :

- **Léo APOTHEKER** (SAP)
- **Pierre-André de CHALENDAR** (Saint-Gobain)
- **Jean-Michel HALFON** (Pfizer)
- **Christian LAJOUX** (LEEM)
- **Didier LOMBARD** (France Telecom)
- **Terence H. MATTHEWS** (Mitel)
- **René OBERMANN** (Deutsche Telekom)
- **Deepak PURI** (Moser Baer)
- **John W. THOMPSON** (Symantec)

Coordination : **Lionel FONTAGNÉ** (Le Cercle des économistes)
Journaliste modérateur : **Sylvie KAUFFMANN** (Le Monde)

Session 6 amphi « Zyromski » Hôtel M. d'Oppède, 23 rue G. de Saporta

Quelles nouvelles formes de financement pour une nouvelle croissance ?

Comment peut évoluer, dans l'après-crise, le mode de financement de la nouvelle croissance ? Les investisseurs privés sont soumis à des contraintes qui rendent difficile la détention à très long terme d'actifs physiques ou financiers, et les banques répondent à des rationalités de court ou moyen terme. Seuls certains types d'investisseurs privés (Private Equity, Fonds de pension, Fonds souverains) réalisent des investissements dont la rentabilité est recherchée à long terme. On se tourne donc naturellement vers les investisseurs publics pour réaliser ces investissements à horizon long, porteurs d'une nouvelle croissance (projets d'infrastructures publiques, investissements verts, investissements dans la matière grise et l'économie de la connaissance, RD, universités...). Mais quelle est l'indépendance de ces investisseurs vis-à-vis des États (cas des Fonds souverains) ? Leur mode de gouvernance est-il compatible avec les règles de la concurrence à l'échelle internationale ? Plus généralement, quel est le bon équilibre entre les deux types de financements ? Peut-on les combiner et, donc, quel est l'avenir des partenariats publics privés ?

Introduction :

Michel AGLIETTA (CEPII)

Intervenants :

- **Bruno ANGLES** (Macquarie)
- **Luciano COUTINHO** (Brazilian Development Bank)
- **Jacques-Henri DAVID** (Acxior)
- **Shaikh Mohammed bin ESSA AL-KHALIFA** (Economic Development Board – Bahrain)
- **Joaquim LEVY** (Secretary of Finance of the State of Rio de Janeiro)
- **Luca SILIPO** (Université de Rome)
- **Hiroshi WATANABE** (Japan Bank for International Cooperation)

Coordination : **André CARTAPANIS** avec la contribution d'
Anton BRENDER (Le Cercle des économistes)
Journaliste modérateur : **Philippe MABILLE** (La Tribune)

Samedi 3 juillet (Après-midi)

Les Défis d'une nouvelle croissance

15h00 - 15h30 : Débat : amphi Bruno Etienne (La Chapelle) à l'IEP, 25 rue Gaston de Saporta

Quelle nouvelle croissance ? (modèle social, modèle de développement, production de talents)

La croissance nouvelle dans les pays de l'OCDE devrait avoir plusieurs caractéristiques difficiles à concilier : ne pas être dopée par l'excès d'endettement ; être respectueuse de l'environnement et économe en ressources rares ; créer des emplois qualifiés fournissant des rémunérations suffisamment élevées, pour réduire la déqualification de la population active, c'est ce qu'on attend normalement de la "ré industrialisation" et non des services domestiques. Mais la réindustrialisation peut-elle être respectueuse de l'environnement ? Il ne faut sans doute pas trop attendre des emplois "verts" et les nouvelles technologies de l'information et des communications sont aujourd'hui des industries matures qui ne fournissent plus d'emplois nouveaux. De plus, les financements à long terme risquent de devenir extrêmement rares, ce qui handicape l'innovation, les créations d'entreprises...

On peut donc toujours avancer des idées générales généreuses (éducation, recherche, nouveaux comportements financiers...) mais quel peut être leur contenu concret ?

- **Patrick ARTUS** (Le Cercle des économistes)
- **Henri de CASTRIES** (AXA)

Journaliste modérateur : **Jean-Marc SYLVESTRE** (LCI/TF1)

15h45 – 17h15

Session 7 amphi Bruno Etienne (La Chapelle) à l'IEP, 25 rue Gaston de Saporta

Le monde après Copenhague

Une fois passée la déception, les défis à relever restent posés. Faut-il s'attendre à court terme à une relance des négociations internationales ? Le G2 informel (Etats-Unis et Chine) va-t-il faire prévaloir ses vues ? Les objectifs européens affichés en décembre 2008 dans le plan Energie Climat restent-ils d'actualité ? Au regard des exigences de compétitivité et d'attractivité, l'Europe doit-elle avancer dans la mise en œuvre de ses objectifs, les autres restant au point mort ? Comment assurer le financement des technologies économes en CO2 au Nord comme au Sud et comment infléchir les comportements et les équilibres dans les différents secteurs concernés par la lutte contre le changement climatique (industrie, habitat, transports, agriculture...) ? Pourquoi avoir des objectifs contraignants dans les pays développés si les pays émergents ne partagent pas les mêmes contraintes, à la fois du point de vue de la lutte globale en faveur de l'environnement et du point de vue de la compétitivité des entreprises ?

Introduction : **Erik ORSENNA** (Académie française)

Intervenants :

- **Edouard BARD** (Collège de France)
- **José María FIGUERES**
(ancien Président de la République du Costa Rica)
- **Urs LUTERBACHER**
(Institut des Hautes Études Internationales et du Développement, Genève)
- **Guillaume PEPY** (SNCF)
- **Serge VILLEPELET** (PricewaterhouseCoopers)

Coordination : **Christian SAINT-ÉTIENNE** avec la contribution d'
Alain TRANNOY (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Nicolas BARRÉ** (Les Echos)

Session 8 amphi « Cassin » à l'IEP, 25 rue Gaston de Saporta

La France est-elle préparée à une nouvelle croissance ?

La France sort-elle affaiblie ou renforcée de la crise ? Les nouveaux défis pour reprendre le chemin d'une croissance forte sont de saisir les opportunités d'une croissance plus verte et plus innovante, utiliser plus largement et mieux le capital humain, et trouver les financements privés adaptés à cette nouvelle croissance. Il s'agit donc d'identifier si la France dispose des ressources nécessaires (financement et politique économique) pour changer la composition sectorielle de sa croissance, vers les secteurs innovants à forte teneur verte et technologiques. La France accuse un retard en matière de « maturation des entreprises », il faut s'assurer que les conditions de financement à la réallocation des ressources existent. Il s'agit également de mobiliser les forces de croissance en capital humain, ce qui est un double défi: il faut élever le niveau de qualification des jeunes, s'assurer que la demande toujours plus forte de qualifications et d'innovation ne crée pas des inégalités croissantes, et que le développement de nouveaux secteurs (par exemple de services aux industries) offre un large spectre d'emplois, pas seulement qualifiés.

Introduction : **Elie COHEN** (CNRS)

Intervenants :

- **Patricia BARBIZET** (Artémis)
- **Yves BAROU** (Cercle des DRH Européens)
- **Martine DURAND** (OCDE)
- **Eric LABAYE** (McKinsey & Company)
- **André LEVY-LANG** (Institut Louis Bachelier)
- **François PÉROL** (BPCE)
- **Rose-Marie VAN LERBERGHE** (KORIAN)
- **Jean-Pierre WIEDMER** (HSBC Assurances)

Coordination : **Laurence BOONE** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Ruth ELKRIEF** (BFMTV)

Samedi 3 juillet (Après-midi / Suite)

Les Défis d'une nouvelle croissance

17h15 - 18h45

Session 9 amphi « Cassin » à l'IEP 25 rue Gaston de Saporta

Les nouveaux « business » modèles

L'irruption de la « gratuité », liée au développement du numérique, la nécessité de trouver des modes de développements plus respectueux de l'environnement, le rejet par certains du consumérisme, les modes de consommation particuliers des jeunes et des seniors ont incité les entreprises à trouver de nouvelles voies de développement. Les journaux gratuits et la distribution de musique à prix unique (bientôt le développement du livre numérique), le développement des modes de consommation de proximité, l'alimentation biologique, les vêtements et objets « no logo », le low cost aérien, les applications développées en vue du « nomadisme » pour le smartphone d'Apple sont autant d'exemples de ces nouveaux « business » modèles. Quels en sont les enjeux et les développements prévisibles ? Sont-ils anecdotiques ou préfigurent-ils des changements de fond dans la nature des biens et des services que nous consommons ?

Introduction :

Pierre RAOUL-DUVAL (Gide Loyrette Nouel)

Intervenants :

- **Carlo d'ASARO BIONDO** (Google)
- **Philippe BOURGUIGNON** (Revolution Places)
- **Juan-Luis CEBRIÁN** (Groupe Prisa)
- **Dominique CERUTTI** (NYSE Euronext)
- **Frank DANGEARD** (Atari)
- **Pierre LASRY** (LowendalMasai)
- **Eric LE BOULCH** (CM-CIC Securities)

Coordination : **Anne PERROT** avec la contribution de

Françoise BENHAMOU (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Luc EVRARD** (Europe 1)

Session 10 amphi Bruno Etienne (La Chapelle) à l'IEP 25 rue Gaston de Saporta

Jusqu'où les limites d'un monde numérique ?

Une nouvelle vie sociale se prépare en liaison avec l'entrée dans le monde numérique. Après l'Internet qui a permis l'essor des messageries et des navigateurs, après le Web collaboratif qui a autorisé la naissance des réseaux sociaux, après la connectivité permanente entre les objets et les personnes, va-t-on entrer dans le monde des identités virtuelles ? Faut-il s'inquiéter des dérives que peuvent engendrer les progrès dus à la numérisation ? Y-a-t-il des limites à respecter, des frontières à ne pas dépasser, des rejets à redouter ?

Introduction :

Jean THERME (CEA)

Intervenants :

- **Jean-Paul BAILLY** (La Poste)
- **Emmanuel COSTE** (Qualis)
- **Michel COMBES** (Vodafone)
- **Christian GUILLON** (L'E.S.T.)
- **Philippe LEMOINE** (LaSer)
- **Sam PITRODA** (Conseiller spécial du Premier ministre indien)
- **Remy WEBER** (CIC Lyonnaise de Banque)

Coordination : **Dominique ROUX** avec la contribution de

David THESMAR (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Eric LE BOUCHER** (Enjeux les Echos)



Dimanche 4 juillet : Faculté de Droit et de Science Politique, Université Paul Cézanne, 3, avenue Robert Schuman

2010-2012, l'esquisse d'une nouvelle croissance

8h20 - 9h15 : Débat Peut-on parler de sortie de crise ?

Les certitudes : démographie, « no debt », surliquidité. Les incertitudes : risques, dollar, Obama.

Les éléments d'optimisme : pas d'inflation, les grandes entreprises en forme, les banques centrales réactives...

Les éléments de pessimisme : la croissance molle, le dollar, le protectionnisme. Les voies de la régulation

Intervenants :

- **Stephen GREEN** (HSBC)
- **Christine LAGARDE** (Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi)
- **Olivier PASTRÉ** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Nicolas BEYTOUT** (Les Echos)

9h15 - 10h45 : Session 11 La finance mondiale : avons-nous changé quelque chose ?

La crise financière a été le point de départ de la grande récession économique. Les politiques économiques et monétaires mises en œuvre ont évité que celle-ci ne dégénère en dépression. Comment cela va-t-il se terminer : "Business as usual", dans la mesure où la réforme de la régulation financière perd de son momentum politique à mesure que la crise s'estompe ? Ou « Plus rien ne sera plus comme avant », mais avec quels nouveaux contours ? Ou bien, la crise a accéléré des mutations profondes encore peu discernables, lesquelles ? Mais ne nous y trompons pas ! La récente bulle immobilière, qui a été le détonateur de cette crise, n'est que le dernier avatar d'une longue suite de bulles. Et il y en aura d'autres, parce que les causes des bulles ne sont pas tant dans le système économique, mais ont des racines plus profondes dans la psychologie humaine. Alors, peut-on domestiquer la finance mondiale et si oui, comment, dans quels domaines, avec quelle(s) gouvernance(s) ?

Introduction : **Andrei SHLEIFER** (Harvard)

Intervenants :

- **Rasheed AL MARAJ** (Central Bank of Bahrain)
- **Jean AZEMA** (Groupama)
- **Michel BARNIER** (Commission européenne)
- **Hans-Helmut KOTZ** (ancien membre du directoire de la BundesBank)
- **Eric LOMBARD** (BNP Paribas Assurance)
- **Pierre MARIANI** (Dexia)
- **Christian NOYER** (Banque de France)

Coordination : **Bertrand JACQUILLAT** avec la contribution de **Catherine LUBOCHINSKY** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Peggy HOLLINGER** (Financial Times)



Dimanche 4 juillet : Faculté de Droit et de Science Politique, Université Paul Cézanne, 3, avenue Robert Schuman
(Suite)

2010-2012, l'esquisse d'une nouvelle croissance

10h45 - 12h00 : Session 12 Le monde d'après crise : nouvelles tensions, nouveaux ressorts, nouvelles régulations

La période précédente, marquée par un formidable étirement des inégalités vers le haut dans l'ensemble du monde, avait profondément déstabilisé la classe moyenne. Celle-ci a dû s'endetter, quelquefois à l'excès, pour maintenir son train de vie. Distancée par les couches supérieures, sollicitée pour financer le soutien aux plus défavorisés, elle en a conçu beaucoup d'amertume. L'adhésion aux valeurs de progrès, la confiance dans les institutions, le dynamisme économique en ont été affectés, quoique diversement suivant les zones et les pays. La période qui s'ouvre verra-t-elle une atténuation de ces tensions ? Va-t-elle les voir s'aggraver, notamment sous l'effet du vieillissement, du coût de la politique climatique et de la charge croissante des dettes publiques ? Comment imaginer les ressorts sociaux de la nouvelle croissance ?

Introduction : **Robert B. REICH** (University of California)

Intervenants :

- **Dominic BARTON** (McKinsey & Company)
- **Michel CICUREL** (Compagnie Financière Edmond de Rothschild)
- **Alain DININ** (Nexity)
- **Suk Joon KIM** (Science & Technology Policy Institute)
- **Bruno LAFONT** (Lafarge)
- **Mario MONTI** (Università Bocconi)
- **Henri PROGLIO** (EDF)
- **Augustin de ROMANET** (Caisse des Dépôts)

Coordination : **Jean-Michel CHARPIN** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Erik IZRAELEWICZ** (La Tribune)

12h00 - 13h30 : Session 13 L'économie Monde : les défis de la coordination

Institué dans la crise, le G20 survivra-t-il à ses lendemains ? Les intérêts et ambitions des pays qui y participent sont aussi divers que leurs attitudes face à la coordination internationale. Après avoir entrepris de réécrire les règles de la finance mondiale, le G20 a engagé à Pittsburgh un programme extrêmement ambitieux de coordination des politiques économiques qui doit se concrétiser à l'automne 2010, et il s'est fixé de rééquilibrer significativement la représentation des États au sein des organisations internationales. Mais peut-il aller au-delà de l'affichage des bonnes volontés et de la coordination de visions et d'ambitions discordantes ?

Intervenants :

- **Carlo DE BENEDETTI** (Gruppo Editoriale L'Espresso)
- **Pascal LAMY** (OMC)
- **Rakesh MOHAN**
(ancien Gouverneur adjoint de la Reserve Bank of India et Senior Research Fellow à Stanford)
- **Samuel PINHEIRO GUIMARAES** (Secretary of State for Strategic Affairs, Brésil)
- **Nouriel ROUBINI** (Stern School of Business, New York University)
- **Jean-Claude TRICHET** (BCE)

Coordination :

Jean PISANI-FERRY (Le Cercle des économistes) avec la contribution de **Benoit COEURÉ** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Jean-Marie COLOMBANI** (Slate.com)

Conclusion : **Jean-Hervé LORENZI** (Président du Cercle des économistes)